

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS265/1
G/L/569
G/AG/GEN/52
G/SCM/D47/1
1^{er} octobre 2002
(02-5273)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – SUBVENTIONS À L'EXPORTATION DE SUCRE

Demande de consultations présentée par l'Australie

La communication ci-après, datée du 27 septembre 2002, adressée par la Mission permanente de l'Australie à la Délégation permanente de la Commission européenne et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Les autorités de mon pays m'ont chargé de demander, conformément à l'article 4 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (Mémoire d'accord sur le règlement des différends), à l'article XXII:1 de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (GATT de 1994), à l'article 19 de l'*Accord sur l'agriculture* et aux articles 4 et 30 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* (Accord SMC), l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes (CE) au sujet de l'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre des CE et de son application et sa mise en œuvre. Les mesures en question incluent le Règlement (CE) n° 1260/2001 du Conseil du 30 juin 2001¹ *portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre* et les mesures prises en vertu de celui-ci ainsi que toutes modifications ou extensions y afférentes, et toutes mesures connexes, y compris les mesures dont la date est antérieure au Règlement ci-dessus, et leur mise en œuvre.

Les CE accordent, en vertu des mesures précitées, des subventions à l'exportation excédant les engagements en matière de subventions à l'exportation spécifiés à la section II de la Partie IV de leur Liste de concessions, en ce qui concerne le "sucre C" et un montant de 1,6 million de tonnes de sucre par an et éventuellement aussi le sucre dans les produits incorporés. Les CE payent peut-être aussi une subvention unitaire plus élevée pour les produits incorporés que pour le produit primaire. En outre, dans le cadre du régime des CE applicable au sucre, une subvention est versée aux raffineurs, sous la forme du prix d'intervention, pour le raffinage du sucre communautaire, qui n'est pas accordée pour le sucre importé, ce qui soumet les produits importés à un traitement moins favorable.

Le règlement et instruments connexes et les mesures prises en vertu de ceux-ci semblent être incompatibles avec les obligations des CE au titre des dispositions de l'Accord sur l'agriculture, de l'Accord SMC et du GATT de 1994. Concrètement, les mesures sont considérées comme incompatibles avec les dispositions ci-après, au moins:

¹ Publié au Journal officiel des Communautés européennes le 30 juin 2001 (L 178/1-45).

- articles 3:3, 8, 9:1, 10:1 et 11 de l'Accord sur l'agriculture
- article 3.1 et 3.2 de l'Accord SMC
- article III:4 et article XVI du GATT de 1994.

L'Australie se réserve le droit de soulever d'autres allégations et points de fait et de droit au cours des consultations.

Comme le prescrit l'article 4.2 de l'Accord SMC, un exposé des éléments de preuve disponibles est joint.

J'attends votre réponse et espère qu'une date mutuellement acceptable pourra être fixée pour les consultations.

Exposé des éléments de preuve disponibles
conformément à l'article 4.2 de l'Accord SMC

Section II de la Partie IV de la Liste CXL - Communautés européennes

Règlement (CE) n° 1260/2001 du Conseil du 19 juin 2001 portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre, publié au Journal officiel des Communautés européennes le 30 juin 2001 (L 178/1-45)

Règlements de la Commission adoptés conformément au Règlement (CE) n° 1260/2001 du Conseil du 19 juin 2001

Règlement (CE) n° 1520/2000 de la Commission du 13 juillet 2000 établissant, pour certains produits agricoles exportés sous forme de marchandises ne relevant pas de l'annexe I du traité, les modalités communes d'application du régime d'octroi des restitutions à l'exportation et des critères de fixation de leurs montants (L 177/1-48)

Notifications concernant l'agriculture relatives aux engagements en matière de subventions à l'exportation (ES:1 à ES:3) présentées par les CE à l'OMC pour les campagnes de commercialisation de 1995/1996 à 2000/2001: G/AG/N/EEC/5, 11, 20, 23, 32 et 36

Notifications concernant l'agriculture relatives aux engagements en matière de soutien interne (DS:1 et tableaux explicatifs) présentées par les CE à l'OMC pour les campagnes de commercialisation de 1995/1996 à 1998/1999: G/AG/N/EEC/12, 16, 26 et 30

Cour des comptes des CE, Rapport spécial n° 20/2000 relatif à la gestion de l'organisation commune des marchés dans le secteur du sucre, accompagné des réponses de la Commission

Netherlands Economic Institute (NEI) rapport intitulé Evaluation of the Common Organisation of the Markets in the Sugar Sector

Rapport du Groupe spécial du GATT: Communautés européennes – Restitutions à l'exportation de sucre, 6 novembre 1979 (L/4833)

Rapport du Groupe spécial du GATT: Communautés européennes – Restitutions à l'exportation de sucre – Recours du Brésil, 10 novembre 1980 (L/5011)

Rapport du Groupe de travail du GATT: Communautés européennes – Restitutions à l'exportation de sucre, Examen au titre de l'article XVI:1, Rapport au Conseil adopté le 10 mars 1981 (L/5113)

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) rapport intitulé Background Information on Selected Policy Issues in the Sugar Sector
AGR/CA/APM(2001)32/FINAL 7 JUIN 2002
